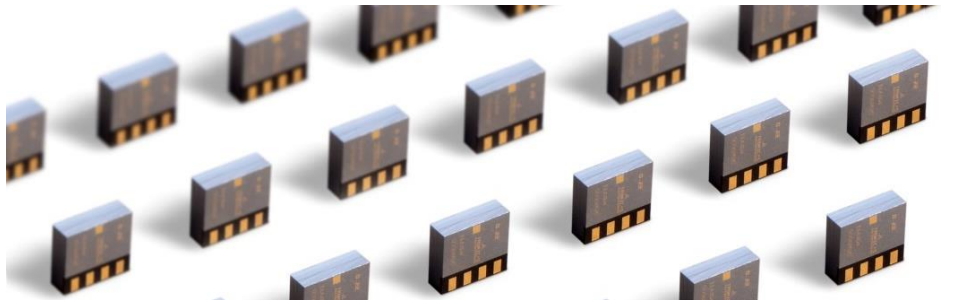




**Rapport financier
annuel 2016**

ENTREZ DANS LE MONDE DES NANO ET MICROSYSTEMES





RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2016

Société anonyme au capital de 3.685.608 euros
Siège social : 98 rue du pré de l'Herme 38926 Crolles, France
412 152 019 R.C.S Grenoble

**COMPTES CONSOLIDES ETABLIS EN NORMES IFRS
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2016**

Etat de la situation financière consolidé

ACTIF CONSOLIDE (K€)	Notes	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Immobilisations incorporelles	7.1.1	1 227	821
Immobilisations corporelles	7.1.2	4 554	5 074
Autres actifs financiers	7.1.3	364	123
Actifs non courants		6 146	6 019
Stocks et en-cours	7.1.4	1 633	1 538
Clients	7.1.5	2 467	2 979
Créances d'impôt	7.1.6	826	1 136
Autres actifs courants	7.1.6	1 599	1 909
Trésorerie et équivalents trésorerie	7.1.7	5 527	9 074
Actifs courants		12 052	16 637
Total actif		18 197	22 655

PASSIF CONSOLIDE (K€)	Notes	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Capital social	7.1.8	3 499	3 496
Primes liées au capital		14 994	14 967
Réserves		-3 307	-285
Résultat net		-5 441	-2 997
Total capitaux propres, part du groupe		9 745	15 182
Intérêts ne conférant pas le contrôle		-232	-153
Total Capitaux Propres		9 513	15 028
Passifs financiers	7.1.11	3 641	3 256
Provisions	7.1.9	117	96
Impôts différés	7.1.12		4
Passifs non courants		3 758	3 356
Passifs financiers	7.1.11	1 220	1 244
Provisions	7.1.9	600	36
Fournisseurs	7.1.13	1 725	1 893
Produits constatés d'avance	7.1.13	77	89
Autres passifs courants	7.1.13	1 304	1 010
Passifs courants		4 926	4 271
Total passif et capitaux propres		18 197	22 655

Compte de résultat consolidé

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE (K€)	Notes	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Chiffre d'affaires	7.2.1	6 296	7 755
Autres produits de l'activité	7.2.2	1 912	3 104
Produits des activités courantes		8 207	10 859
Achats consommés	7.2.3	-2 519	-2 930
Charges externes		-1 873	-2 403
Charges de personnel	7.2.4	-6 571	-6 894
Impôts et taxes		-124	-103
Dotations nettes aux amortissements		-1 314	-1 289
Dotations nettes aux provisions		-513	
Autres produits courants	7.2.5	0	36
Autres charges courantes	7.2.5	-137	0
Résultat opérationnel courant		-4 844	-2 724
Autres charges non courantes	7.2.6	-677	0
Résultat opérationnel		-5 521	-2 724
Coût de l'endettement financier net	7.2.7	-129	-150
Autres produits et charges financières	7.2.7	188	97
Résultat avant impôt		-5 461	-2 778
Quote part sur résultat net des sociétés mises en équivalence		-31	-19
Impôts sur les bénéfices	7.2.8	-28	-241
Résultat Net		-5 520	-3 037
Part du groupe		-5 441	-2 997
Part ne conférant pas le contrôle		-79	-41
Résultat par action (€/action)	7.2.9	-1.59	-0.88
Résultat dilué par action (€/action)	7.2.9	-1.59	-0.88

Etat du résultat global consolidé

ETAT DU RESULTAT GLOBAL (K€)		31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Résultat Net		-5 520	-3 037
Éléments recyclables ultérieurement en résultat			
Ecart de conversion		-156	28
Éléments non recyclables ultérieurement en résultat			
Ecart actuariel sur avantages accordés au personnel		-7	1
Effet d'impôt		2	0
Total des autres éléments du résultat global		-161	29
Résultat global		-5 680	-3 008
Dont part revenant au groupe consolidé		-5 601	-2 968
Dont part revenant aux intérêts ne conférant pas le contrôle		-79	-40

Variation des capitaux propres consolidés

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (K€)	Capital	Primes liées au capital	Autres réserves groupe				Capitaux propres part du groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Capitaux propres
			Réserves de conversion	Autres éléments du résultat global	Autres réserves	Total			
Situation au 1er Janvier 2015	2 561	4 820	48	46	-331	-237	7 145	-113	7 032
Résultat de la période					-2 997	-2 997	-2 997	-41	-3 037
Autres éléments du résultat global, après impôts			28	1		29	29	1	29
Résultat global	-	-	28	1	-2 997	-2 968	-2 968	-40	-3 008
Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires	909	9 917				-	10 827		10 827
Options sur actions exercées	26	230				-	256		256
Variation de périmètre						-	-		-
Annulation des actions propres					-267	-267	-267		-267
Rémunération en action					116	116	116		116
Engagement de rachat des intérêts ne conférant pas le contrôle					75	75	75		75
Situation au 31 Décembre 2015	3 496	14 968	76	47	-3 403	-3 281	15 184	-153	15 029
Résultat de la période					-5 441	-5 441	-5 441	-79	-5 520
Autres éléments du résultat global, après impôts			-156	-5		-161	-161	-	-161
Résultat global	-	-	-156	-5	-5 441	-5 601	-5 601	-79	-5 681
Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires	-	-				-	-		-
Options sur actions exercées	3	29				-	32		32
Variation de périmètre						-	-		-
Annulation des actions propres					228	228	228		228
Rémunération en action					42	42	42		42
Engagement de rachat des intérêts ne conférant pas le contrôle					-137	-137	-137		-137
Situation au 31 Décembre 2016	3 499	14 997	-80	42	-8 712	-8 750	9 747	-232	9 513

Tableau de flux de trésorerie consolidés

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES (K€)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Résultat net	-5 520	-3 037
Quote part dans résultat sociétés en équivalence	31	19
Amortissements	1 312	1 289
Provisions	473	53
Paiement fondé sur des actions	42	113
Plus ou moins value de cession	136	-5
Cout de l'endettement financier net	-60	54
Impôt	28	241
Impôt payé	-31	-23
Variation du BFR	1 088	-1 759
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	-2 501	-3 055
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-549	-797
Frais de développement capitalisés	-525	-396
Produits de Cessions d'immobilisations	15	151
Acquisition d'actifs financiers et contrat de liquidités	-50	-305
Cession d'actifs financiers	34	75
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	-1 075	-1 273
Emission d'emprunts	1 218	1 500
Remboursements d'emprunts	-1 311	-2 919
Intérêts payés	-135	-218
Intérêts reçus	200	160
Augmentation de capital	30	11 083
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	2	9 605
Incidence des variations de cours des devises	27	19
Variation de la trésorerie	-3 547	5 296
Trésorerie d'ouverture	9 074	3 778
Trésorerie de clôture	5 527	9 074

NOTES ANNEXES

La présente annexe fait partie intégrante des comptes consolidés du groupe Tronic's Microsystems.

Les comptes ont été arrêtés par le Directoire en date du 14 mars 2017 et seront présentés à l'Assemblée Générale du 24 mai 2017.

**Table des matières des annexes aux comptes consolidés établis en norme IFRS pour
l'exercice clos le 31 Décembre 2016.**

<u>1 DESCRIPTION DE L'ACTIVITE DE LA SOCIETE.....</u>	10
<u>2. FAITS MARQUANTS</u>	10
2.1 FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2016.....	10
2.2 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	12
<u>3. BASE DE PREPARATION DES COMPTES CONSOLIDES</u>	13
3.1 REFERENTIEL IFRS.....	13
3.2 RECOURS A DES ESTIMATIONS	14
3.3 PRINCIPES DE PRESENTATION	15
3.4 MODALITES DE CONSOLIDATION	15
<u>4. METHODES ET REGLES D'EVALUATION</u>	16
4.1 CONVERSION DES ELEMENTS EN DEVISES	16
4.2 RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT – TRAVAUX DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT REALISES EN INTERNE.....	17
4.3 AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	18
4.4 IMMOBILISATIONS CORPORELLES.....	18
4.5 CONTRATS DE LOCATION	18
4.6 PERTES DE VALEUR DES ACTIFS IMMOBILISES	19
4.7 ACTIFS FINANCIERS	19
4.8 STOCKS.....	20
4.9 CLIENTS ET AUTRES ACTIFS COURANTS	20
4.10 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	20
4.11 PROVISIONS.....	20
4.12 EMPRUNTS ET PASSIFS FINANCIERS	21
4.13 AVANTAGES DU PERSONNEL.....	21
4.14 PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS	22
4.15 RECONNAISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES.....	22
4.16 AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITE.....	23
4.17 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS	23
4.18 RESULTAT FINANCIER.....	23
4.19 IMPOT SUR LES RESULTATS.....	24
4.20 RESULTAT PAR ACTIONS	24
4.21 TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE	25
4.22 ACTIONS PROPRES	25
4.23 INFORMATION SECTORIELLE	26
4.24 EVALUATION DE LA JUSTE VALEUR	26

5 PERIMETRE DE CONSOLIDATION	27
6 INFORMATIONS SECTORIELLES.....	27
6.1 INFORMATIONS PAR SECTEUR OPERATIONNEL.....	27
6.2 INFORMATIONS PAR ZONES GEOGRAPHIQUES (DESTINATION DES BIENS ET SERVICES VENDUS)	28
7 NOTES RELATIVES AUX POSTES DU BILAN, DU COMPTE DE RESULTAT, DU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE ET LEURS VARIATIONS.....	29
7.1. NOTES SUR LE BILAN	29
7.2. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT	38
8 ENGAGEMENTS FINANCIERS	46
9 RISQUES	47
9.1 RISQUE DE LIQUIDITE.....	47
9.2 RISQUE DE CREDIT	47
9.3 RISQUE DE CHANGE	47

1 DESCRIPTION DE L'ACTIVITE DE LA SOCIETE

TRONIC'S MICROSYSTEMS est une société anonyme de droit français créée le 27 mai 1997. Son siège social est situé au 98, rue du Pré de L'Herme 38920 CROLLES. TRONIC'S MICROSYSTEMS et ses filiales (ci-après « Le Groupe ») est une référence mondiale sur les marchés des MEMS (acronyme anglo-saxon pour Système Micro Electro Mécanique).

Le groupe conçoit et fabrique ses composants et sous-systèmes dans le cadre d'opérations industrielles à la fois en Europe (Grenoble) et aux Etats-Unis (Dallas -TX). Depuis 19 ans, le groupe a développé des plateformes technologiques et des procédés industriels propriétaires et dispose aujourd'hui d'un des portefeuilles de technologies MEMS les plus variés au monde.

Ces produits, à forte valeur technologique, sont des dispositifs nano et microsystèmes qui assurent une fonction de capteur et ou d'actionneur dans des applications très diverses pour le secteur aéronautique, la défense, les sciences de la vie, l'automobile, la recherche pétrolière, les objets connectés.

Les marchés adressés sont ceux de l'Industrie, du Médical/Pharmaceutique, de l'Aéronautique / Sécurité et du Grand Public.

2. FAITS MARQUANTS

2.1 Faits marquants de l'exercice clos le 31 décembre 2016

2.1.1 Succès de l'offre publique d'achat initiée par EPCOS AG, filiale de TDK

L'offre publique d'achat en numéraire sur l'intégralité des actions de Tronics, annoncée le 1er août 2016 par EPCOS AG, société de droit allemand dont le siège social est situé à Munich en Allemagne et filiale d'un groupe de sociétés dont la mère est TDK Corporation, société de droit japonais cotée sur le Tokyo Stock Exchange, a été un succès. Le 19 décembre 2016 l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) a en effet publié les résultats de cette offre : EPCOS a acquis 72.38% des actions en circulation au prix de 13.20 € par action de Tronics à l'issue de la première période d'ouverture de l'offre et atteint ainsi le seuil de réussite de son offre fixé à 65.41%.

A la date de clôture de la deuxième période d'ouverture de l'offre, le 18 janvier 2017, la société EPCOS détenait 2 748 910 actions représentant autant de droits de vote, soit 74.58% du capital.

Avec l'acquisition de Tronics, TDK élargit son portefeuille de technologies de capteurs innovants et consolide son assise en vue d'une accélération de sa croissance dans le domaine stratégique des capteurs.

De son côté Tronics bénéficiera de la position de TDK de leader de la fabrication de composants électroniques, avec une force de vente mondiale et une capacité de fabrication puissante, ainsi que d'excellentes relations avec les principaux acteurs sur les marchés industriels, automobile et de l'électronique grand public. La base financière solide de TDK et son large savoir-faire dans les matériaux et l'ingénierie de production fourniront une très bonne base pour une forte croissance future des technologies de pointe de Tronics.

Avec près de 20% du capital de la société, Thales Avionics reste un actionnaire stratégique de Tronics.

2.1.2 Une année contrastée

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2016 s'établit en retrait, comme anticipé, à 6,3 M€, contre 7,8 M€ en 2015. L'activité a été principalement affectée par la perte d'un client qui a cessé ses activités en début d'année (contribution pour 1,4 M€ aux ventes en 2015 contre 0 en 2016) et par des retards pris dans l'avancement de projets d'ingénierie.

En contrepartie, Tronics a connu des performances commerciales satisfaisantes dans deux domaines, validant son expertise technologique dans les capteurs innovants :

- Doublement de l'activité « Sciences de la Vie », représentant désormais 30% des ventes totales,
- Forte croissance des ventes de capteurs inertiels haute performance GYPRO®, multipliées par 4,5 sur la période.

Bien qu'en progression de 11%, l'essor des composants optiques a été moindre qu'initialement prévu. Par ailleurs, la société a poursuivi sa stratégie de diversification du portefeuille clients et de développement commercial avec 10 nouveaux contrats signés sur la période.

L'ingénierie affiche un repli à 3,9 M€ contre 5,7 M€ en 2015, lié notamment au décalage de projets d'industrialisation et à la perte du client en difficulté qui a cessé ses activités en début d'année.

L'activité de production s'inscrit quant à elle à 2,4 M€, en croissance de 15% par rapport à 2015.

La répartition géographique du chiffre d'affaires au 31 décembre 2016 montre le développement marqué du Groupe aux États-Unis sur la période, notamment en lien avec l'essor du segment « Sciences de la Vie ». Par zone géographique, les Amériques représentent 24% des ventes totales (contre 10% en 2015), l'Europe représente 69% des ventes, et l'Asie, 7%.

L'année 2016 a été marquée par un fort investissement en termes de ressources sur les programmes de développement visant à préparer la mise sur le marché de produits standards ou customs.

Ainsi la finalisation notamment des travaux de développement sur le GYPRO3300 a été cette année encore un des axes prioritaires. Nous rappelons que l'objectif pour Tronics est de capitaliser sur son leadership dans l'inertiel à travers le développement d'une nouvelle famille de Gyromètres GYPRO, en vue de la constitution d'une offre en produits inertiels, « sur étagère », adressant les marchés Aéronautique, Marine, Robotique et Industriel.

Les travaux de Recherche se sont quant à eux principalement concentrés sur les programmes suivants :

- le projet STARS : "Smallest Tactical AccelerometerS" pour le développement d'un bloc accélérométrique MEMS produit standard , qualifié dans les environnements les plus sévères et testé dans une application réelle à 100 kilomètres d'altitude,

- le projet TRACE: "Technology ReAdiness Process for Consumer" visant à accélérer le transfert des produits électroniques grand public issus de la technologie M&Nems à l'industrie automobile,
- un programme de recherche sur un accéléromètre très haute performance custom
- un programme de recherche sur une nouvelle génération d'horloge atomique miniature basse consommation.

Le Groupe a mis en œuvre avec succès le programme de réduction des coûts annoncé de 700 K€. La réduction des charges fixes a même été supérieure au plan (-530 k€ sur les charges externes et -323 k€ sur les frais de personnel). Malgré cette réduction de coûts, le résultat net s'établit autour de -5,5 M€ en 2016, contre -3,0 M€ en 2015, reflétant la baisse du chiffre d'affaires ainsi que les coûts liés à l'offre publique d'achat initiée par EPCOS AG.

2.1.3 Fusion de la filiale américaine et de sa sous-filiale

Le 31 décembre 2016, la filiale américaine Tronics North America et sa sous-filiale Tronics Mems ont fusionné par le biais d'une fusion absorption de la société mère par la société fille.

Ce changement vise à simplifier la structure groupe et faciliter l'intégration au sein du groupe EPCOS.

Pour rappel Tronics North America Inc. était une société de droit américain de l'Etat du Delaware créée par la Société en 2008. Son siège social était situé au 2711 Centerville Road, City of Wilmington, County of New Castle DL19808, USA. Le capital social de Tronics North America Inc. était intégralement détenu par Tronics.

Tronics North America Inc. était une société holding sans aucune activité.

Tronics MEMS Inc. est une société de droit américain de l'Etat du Delaware créée par la Société en 2008. Son siège social est situé au 2711 Centerville Road, City of Wilmington, County of New Castle DL19808, USA. Tronics MEMS Inc. a pour activité le développement et la fabrication de composants et sous-systèmes à base de MEMS.

Le capital social de Tronics MEMS Inc. était détenu à hauteur de 92,03% par Tronics North America Inc. et à 8% par des personnes physiques.

A l'issue de l'opération de fusion absorption Tronics Mems est détenue à hauteur de 94,08% par Tronics Microsystems et 5,92% par des personnes physiques.

2.2 Evénements postérieurs à la clôture

Depuis le 31 décembre 2016, date de clôture de l'exercice, les événements suivants sont à noter :

2.2.1 Fin du partenariat avec le partenaire de production américain

Le partenaire de production américain a signifié par courrier à la filiale Tronics MEMS qu'il mettait fin au contrat qui liait les deux sociétés compte tenu du changement de contrôle intervenu en décembre

2016. La filiale ayant envisagé cette possibilité avait préparé un plan alternatif lui permettant d'opérer dans un nouveau site de production dans les 90 jours suivant le départ du site du partenaire historique.

2.2.2 Financement d'achat d'équipements par la société EPCOS.AG

En date du 1^{er} mars 2017, la société EPCOS.AG a accordé un prêt de 2 millions d'euros à la filiale Tronics Mems afin de financer des achats d'équipements pour le nouveau site de production.

2.2.3 Augmentation de capital par exercice d'options et de BSPCE

Dans le cadre de l'offre publique d'achat, la société EPCOS avait signé avec les détenteurs d'options de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BSPCE) des contrats de cession d'actions portant sur les actions sous-jacentes à ces options et BSPCE. Le 5 janvier 2017 l'ensemble des options et des BSPCE soit 142 404 options et 44 200 BSPCE, ont été exercés par leurs titulaires et cédés à la société EPCOS donnant lieu à une augmentation de capital de 186 604 € et une prime d'émission de 1 679 736 €.

Le capital social a été ainsi porté à 3 685 608 €.

2.2.3 Contrats commerciaux significatifs

La société a signé plusieurs nouveaux contrats commerciaux significatifs dans le domaine des sciences de la vie et dans le domaine des horloges atomiques.

3. BASE DE PREPARATION DES COMPTES CONSOLIDES

Les états financiers du Groupe ont été établis en Euros. Tous les montants mentionnés dans la présente annexe aux états financiers sont libellés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

3.1 Référentiel IFRS

Les comptes ont été établis conformément aux normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne en vigueur au 31 décembre 2016 et ceci pour toutes les périodes présentées.

Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm), intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee – SIC) et du comité d'interprétation des IFRS (IFRS Interpretations Committee – IFRIC).

Ces états financiers sont également conformes aux normes et interprétations adoptées par l'IASB à la même date.

Normes, amendement de normes et interprétations applicables depuis le 1er janvier 2016

Amendements à IAS 19 – Cotisations des membres du personnel

Améliorations annuelles des IFRS 2010-2012

Améliorations annuelles des IFRS 2012-2014

L'application de ces nouveaux textes n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers du Groupe.

Nouvelles normes, amendements et interprétations d'application ultérieure, endossés par l'Union Européenne :

Amendements à IAS 7 : Initiatives concernant les informations à fournir

Amendements à IAS 12 : Comptabilisation d'impôts différés actifs au titre de pertes non réalisées

IFRS 9 - Instruments financiers : classifications et évaluation ;

IFRS 15 – Produits des activités ordinaires ;

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation ces amendements. Ils ne devraient pas avoir d'incidences significatives sur les comptes du Groupe.

Nouvelles normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB mais non encore endossés par l'Union Européenne

IFRS 16 – Contrats de location

Amendements à IFRS 15 – Clarification

Le processus de détermination des impacts potentiels de l'application de ces nouvelles normes, amendements et interprétations sur les comptes consolidés du Groupe est en cours.

En l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, la direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables.

3.2 Recours à des estimations

La préparation des états financiers requiert, de la part de la Direction, l'utilisation d'estimations et d'hypothèses jugées raisonnables, susceptibles d'avoir un impact sur les montants d'actifs, passifs, capitaux propres, produits et charges figurant dans les comptes, ainsi que sur les informations figurant en annexe sur les actifs et passifs éventuels à la date d'établissement de ces informations financières et les montants présentés au titre des produits et charges de l'exercice. Les principales estimations portent sur :

- l'estimation du chiffre d'affaires reconnu selon la méthode de l'avancement. (notes 4.15 et 7.2.1)
- L'évaluation de l'engagement d'achat de participations ne conférant pas le contrôle (notes 3.4.(d) et 7.1.11)
- Les provisions (notes 4.11 et 7.1.9)

Des précisions sont apportées dans la note sur les principes comptables significatifs.

La direction revoit ses estimations et appréciations de manière constante sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

3.3 Principes de présentation

- Compte de résultat

En application de la norme IAS 1 – Présentation des états financiers, le Groupe a opté pour une présentation de son compte de résultat consolidé par nature. Les autres éléments du résultat global sont présentés dans un tableau spécifique, après le résultat consolidé.

- Bilan

Conformément aux dispositions de la norme IAS 1 – Présentation des états financiers, le Groupe présente son bilan consolidé en distinguant les actifs courants et non courants ainsi que les passifs courants et non courants.

Les actifs liés au cycle d'exploitation normal du Groupe, les actifs hors exploitation ayant une date de réalisation inférieure à un an, ainsi que la trésorerie et équivalents de trésorerie et les actifs financiers liés à l'exploitation sont des actifs courants. Les actifs d'impôts différés et les autres actifs sont des actifs non courants.

Les dettes liées au cycle d'exploitation normal du Groupe et les dettes échues dans les 12 mois suivants la clôture de l'exercice sont des passifs courants. Les passifs d'impôts différés et les autres passifs sont des passifs non courants.

3.4 Modalités de consolidation

(a) Filiales

Une filiale est une entité contrôlée par le Groupe. Le Groupe contrôle une filiale lorsqu'il est exposé ou qu'il a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Les filiales sont consolidées sur la base de leurs comptes annuels individuels, retraités pour être mis en conformité avec les principes comptables retenus par le groupe. Elles clôturent toutes au 31 décembre.

(b) Intérêts dans des entités mises en équivalence

Les intérêts du Groupe dans des entités mises en équivalence comprennent des intérêts dans une coentreprise, c'est-à-dire un partenariat conférant au Groupe le contrôle conjoint, selon lequel il a des droits sur les actifs nets du partenariat et non des droits sur ses actifs et des obligations à assumer au titre de ses passifs.

Les intérêts du Groupe dans la coentreprise sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence. Ils sont comptabilisés initialement au coût qui inclut les coûts de transaction. Après la comptabilisation initiale, les états financiers consolidés incluent la quote-part du Groupe dans le résultat net et les autres éléments du résultat global des entités mises en équivalence, jusqu'à la date à laquelle l'influence notable ou le contrôle conjoint prennent fin.

(c) Transactions éliminées dans les états financiers consolidés

Toutes les transactions entre les sociétés consolidées ainsi que les profits internes non réalisés, sont éliminés.

(d) Participations ne donnant pas le contrôle (NCI)

Les modifications du pourcentage de détention des titres de participation du Groupe dans une filiale qui n'entraîne pas la perte de contrôle de celle-ci sont comptabilisées comme des transactions portant sur les capitaux propres.

Engagement d'achat de participations ne conférant pas le contrôle

Les obligations contractuelles de verser de la trésorerie ou d'autres actifs financiers pour acquérir des titres complémentaires dans les filiales donnent lieu à la comptabilisation d'une dette. Les intérêts ne conférant pas le contrôle conservant l'accès présent aux bénéfices, ils ne sont pas décomptabilisés et la contrepartie de la dette se situe dans les réserves du groupe. Le Groupe a opté pour la comptabilisation des variations ultérieures de la dette en capitaux propres. Dans cette méthode, une part du résultat global est allouée aux intérêts ne conférant pas le contrôle.

4. METHODES ET REGLES D'EVALUATION

Les principes et méthodes d'évaluation appliqués par le Groupe sont détaillés dans les paragraphes suivants.

4.1 Conversion des éléments en devises

4.1.1 Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

La comptabilité est tenue dans la monnaie fonctionnelle de chacune des sociétés du Groupe, c'est à dire la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel elle opère et qui correspond généralement à la monnaie locale.

Les comptes consolidés sont présentés en euro.

4.1.2 Transactions libellées en devises

Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. A chaque arrêté, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de clôture en vigueur à cette même date. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits directement en compte de résultat.

4.1.3 Conversion des états financiers des filiales exprimés en monnaies étrangères

Les états financiers des sociétés dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro et n'est pas la monnaie d'une économie en hyperinflation, sont convertis en euro de la façon suivante :

- les postes du bilan sont convertis au taux de clôture ;
- les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen de la période, qui est une estimation du cours de change en vigueur aux dates de transactions ;
- les écarts de conversion qui en résultent sont comptabilisés en autres éléments du résultat global ; ils participent ultérieurement, le cas échéant, au calcul du résultat de cession de la ou des société(s) concernée(s) ;
- les éléments présentés dans le tableau des flux de trésorerie sont convertis au taux moyen de la période, sauf si le taux en vigueur au jour de la transaction est significativement différent.

En 2016, il n'y a pas dans le périmètre du Groupe de pays en hyperinflation.

4.2 Recherche et développement – Travaux de recherche et développement réalisés en interne

Conformément à IAS 38, Immobilisations incorporelles, les frais de recherche sont comptabilisés dans les charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Selon IAS 38, les frais de développement sont comptabilisés en immobilisations incorporelles uniquement si les six critères suivants sont cumulativement remplis :

- (a) Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- (b) Intention du Groupe d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre,
- (c) Capacité de celui-ci à utiliser ou à vendre cette immobilisation incorporelle,
- (d) Démonstration de la probabilité d'avantages économiques futurs attachés à l'actif. L'entité doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité,
- (e) Disponibilité de ressources techniques, financières et autres appropriées afin d'achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle, et
- (f) Capacité d'évaluation de façon fiable des dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Compte tenu de leur nature, ces frais sont inscrits dans les comptes consolidés sur la ligne « immobilisations incorporelles ».

Ces frais sont amortis linéairement en fonction de leur durée de vie économique estimée (entre 1 et 5 ans).

Certains travaux réalisés en interne par la Société ne font l'objet d'aucune activation à la date de clôture, l'ensemble des critères mentionnés ci-dessus n'étant pas cumulativement réunis.

4.3 Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles acquises figurent au bilan pour leur coût d'acquisition diminué le cas échéant des amortissements et des pertes de valeur cumulés. Il s'agit principalement de licence, de brevets et de logiciels acquis.

Elles sont amorties linéairement en fonction de leur durée d'utilité. Les durées les plus généralement retenues sont les suivantes :

- Logiciels : 1 an
- Brevet : de 5 à 8 ans
- Licence : de 4 à 12 ans

4.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou de production. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée. Les durées d'amortissement les plus généralement retenues sont les suivantes :

- Installations techniques, matériel et outillage : de 3 à 10 ans
- Agencements du terrain, aménagements des constructions : de 8 à 10 ans
- Matériel informatique, mobilier, matériel de bureau : de 3 à 10 ans

4.5 Contrats de location

Conformément à la norme IAS 17 – Contrats de location, les contrats de location sont classés en deux catégories :

Contrats de location financement

Les contrats de location financement se caractérisent par le transfert de la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au preneur.

Dans ce cas, lors de la comptabilisation initiale, l'actif loué est comptabilisé à l'actif du bilan pour un montant égal à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, avec enregistrement en contrepartie d'une dette financière au passif du bilan. Après comptabilisation initiale, les immobilisations ainsi comptabilisées à l'actif du bilan sont amorties selon les mêmes durées que les autres immobilisations de même catégorie et les paiements au titre de la dette de location financement comptabilisée au passif du bilan sont ventilés entre l'amortissement de la dette et la charge financière.

Contrats de location simple

Les contrats de location dans lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont comptabilisés en tant que contrats de location simples. Les charges de loyers sont maintenues en charges opérationnelles et réparties de manière linéaire sur la durée du contrat.

4.6 Pertes de valeur des actifs immobilisés

Pertes de valeur sur les actifs incorporels et corporels

Le Groupe procède, conformément à la norme IAS 36 - Dépréciation d'actifs, à l'évaluation de la recouvrabilité de ses actifs longs termes selon le processus suivant :

- Pour les actifs corporels et incorporels amortis, le Groupe évalue à chaque clôture s'il existe un indice de perte de valeur sur ces immobilisations. Ces indices sont identifiés par rapport à des critères externes ou internes, tel que par exemple un changement de technologie ou un arrêt d'activité.

Le cas échéant, un test de dépréciation est réalisé en comparant la valeur nette comptable de l'unité, à la valeur recouvrable qui correspond à la plus élevée des deux valeurs suivantes : la juste valeur diminuée du coût de cession, ou la valeur d'utilité. Si la valeur comptable de l'unité excède sa valeur recouvrable, l'unité doit comptabiliser la perte de valeur.

4.7 Actifs financiers

Le Groupe enregistre un actif financier lorsqu'il devient partie prenante aux dispositions contractuelles de cet instrument. Les actifs financiers comprennent :

- Les actifs évalués à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat ;
- Les prêts et créances dont la part à plus d'un an est actualisée au taux de financement estimé de la contrepartie ;

Le Groupe ne dispose d'aucun instrument dérivé à la clôture des deux exercices présentés. Les achats et les ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction.

Les actifs financiers sont répartis en deux catégories :

Les actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat sont désignés comme tels s'ils ont été acquis avec l'intention de les revendre à brève échéance. Les valeurs mobilières de placement et les placements de trésorerie à court terme sont classés dans cette catégorie en Actifs courants. A chaque arrêté comptable, ils sont évalués à la juste valeur. Cette dernière correspond à la valeur de marché de ces placements à la date de clôture de l'exercice. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat financier, sous la rubrique «Autres produits et charges financiers».

Les prêts et créances

Cette catégorie inclut les prêts et les créances d'exploitation.

Lors de leur comptabilisation initiale, les prêts et créances sont évalués à leur juste valeur augmentée des coûts de transaction qui leur sont directement attribuables. Dans la pratique, la juste valeur est proche de leur montant nominal. Ils sont ensuite évalués au coût amorti en tenant compte des risques éventuels de non recouvrement.

Ces actifs et passifs financiers sont ventilés au bilan en éléments courants et non courants suivant leur date d'échéance inférieure ou supérieure à un an.

4.8 Stocks

Les stocks de matières et marchandises sont évalués suivant la méthode du cout unitaire moyen pondéré (CUMP).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat hors taxes, incluant les frais d'approche, et frais accessoires.

Les produits et en cours de production ont été évalués à leur coût de production. Les charges indirectes de fabrication ont été prises en compte sur la base des capacités normales de production de l'entreprise, à l'exclusion de tous coûts de sous activité et de stockage.

Le coût de production d'un composant est déterminé par la somme des coûts directs (wafer, sous-traitance, packaging ...) et des coûts indirects (excepté les frais administratifs et commerciaux).

Le cas échéant, des provisions pour dépréciation sont constituées au cas par cas, après revue par la direction financière, lorsque la valeur nette de réalisation est inférieure à la valeur brute.

4.9 Clients et autres actifs courants

Les créances clients et autres débiteurs sont enregistrés initialement à la juste valeur majorée des coûts de transaction directement imputables à l'émission des actifs financiers, qui correspond en général à leur valeur nominale. À chaque arrêté, les créances clients et autres actifs courants sont évalués au coût amorti déduction faite des pertes de valeur tenant compte des risques éventuels de non recouvrement.

Une estimation du risque de non-recouvrement des créances est faite de manière individualisée ou sur la base de critères d'ancienneté à chaque clôture et donne lieu à la comptabilisation d'une dépréciation en conséquence. Le risque de non-recouvrement est apprécié au regard de différents critères tels que les difficultés financières, les litiges, ou les retards de paiement.

4.10 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les liquidités, les placements à court terme très liquides qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont en euros. Les découverts bancaires figurent au passif courant des états de la situation financière, dans les emprunts et dettes financières à court terme. Les placements dont l'échéance initiale est à plus de trois mois à partir de la date d'acquisition sans possibilité de sortie anticipée sont exclus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de l'état des flux de trésorerie.

4.11 Provisions

En conformité avec IAS 37, « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », le Groupe comptabilise des provisions dès lors qu'il existe des obligations actuelles, juridiques ou implicites, résultant d'événements antérieurs, qu'il est probable que des sorties de ressources représentatives d'avantages économiques seront nécessaires pour éteindre les obligations, et que le montant de ces sorties de ressources peut être estimé de manière fiable.

Les provisions dont l'échéance est supérieure à un an ou dont l'échéance n'est pas fixée de façon précise sont classées en Provisions (non courantes).

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés mais font l'objet d'une information dans les notes annexes sauf si la probabilité d'une sortie de ressources est très faible et que l'impact est non significatif.

Le Groupe évalue les provisions sur la base des faits et des circonstances relatifs aux obligations actuelles à la date de clôture, en fonction de son expérience en la matière et au mieux de ses connaissances, après consultation éventuelle des avocats et conseillers juridiques de la société à la date d'arrêté des comptes.

4.12 Emprunts et passifs financiers

Les passifs financiers sont constitués d'emprunts bancaires, de la part capital des contrats de location financière, et d'instruments de dette. Les passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur de la contrepartie reçue, diminuée des coûts de transaction directement attribuables à l'opération.

Après la comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti à l'exception de l'engagement de rachat des intérêts ne donnant pas le contrôle qui est évalué à la juste valeur (se référer à la note 3.4. (d)).

4.13 Avantages du personnel

Les régimes en matière d'avantages postérieurs à l'emploi concernent :

Les régimes à cotisations définies (régimes de retraites légale et complémentaire) sont constatés en charges de l'exercice au cours duquel les services sont rendus par les salariés. L'obligation de l'entreprise est limitée au versement de cotisations, aucun passif n'est donc comptabilisé au bilan.

Les régimes à prestations définies sont des régimes pour lesquels les risques actuariels incombent à la société. Ils sont liés aux engagements de fin de carrière définis par le code du travail. L'engagement de retraite est calculé selon une approche prospective (méthode des unités de crédit projetées), qui tient compte des modalités de calcul des droits prévus par la convention collective que les salariés auront acquis au moment de leur départ à la retraite, ainsi que leur salaire de fin de carrière et de paramètres actuariels (taux d'actualisation, taux de revalorisation de salaires, taux de rotation, taux de mortalité,...).

Le Groupe n'externalise pas le financement de ses engagements de retraite.

L'engagement est constaté au bilan en passif non courant, pour le montant de l'engagement total.

Le coût des services rendus est présenté en résultat opérationnel, la charge d'intérêt en résultat financier. Les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement en autres éléments du résultat global (OCI).

L'impact des changements de régime est constaté immédiatement en résultat. Aucun changement n'est intervenu sur les exercices présentés.

4.14 Paiements fondés sur des actions

Conformément à la norme IFRS 2, les avantages octroyés à certains salariés sous la forme de paiements en actions sont évalués à la juste valeur des instruments accordés.

Cette rémunération prend la forme d'instruments réglés en actions.

Des options d'achat et de souscription d'actions sont accordées aux dirigeants et à certains salariés clés de la société.

La juste valeur déterminée à la date d'attribution des droits à paiement fondé sur des actions réglés en instruments de capitaux propres accordés aux membres du personnel est comptabilisée en charges, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres, sur la période d'acquisition des droits. Le montant comptabilisé en charges est ajusté pour refléter le nombre des droits pour lesquels il est estimé que les conditions de service et de performance hors marché seront remplies, de telle sorte que le montant comptabilisé in fine est basé sur le nombre réel de droits qui remplissent les conditions de service et les conditions de performance hors marché à la date d'acquisition. Pour les droits à paiement fondé sur des actions assortis d'autres conditions, l'évaluation de la juste valeur à la date d'attribution reflète ces conditions et les écarts entre l'estimation et la réalisation ne donnent lieu à aucun ajustement ultérieur.

La Société a déterminé le montant de la rémunération liée à ces instruments en utilisant le modèle de Black & Scholes. Ce dernier permet de tenir compte des caractéristiques du plan (prix d'exercice, période d'exercice), des données de marché lors de l'attribution (taux sans risque, volatilité, dividendes attendus) et d'une hypothèse comportementale des bénéficiaires. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale.

La valeur des options est enregistrée en charges de personnel linéairement entre la date d'octroi et la date de maturité (période d'acquisition des droits), par tranches le cas échéant, avec une contrepartie directe en capitaux propres.

4.15 Reconnaissance du chiffre d'affaires

Conformément à IAS 18, le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir.

Le groupe a principalement 2 sources de revenu, la vente de Mems et la ventes de services de développement, avec pour objectif à terme d'arriver à une phase de production et de commercialisation.

(a) Vente de biens

Les produits sont comptabilisés lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés au client, que la recouvrabilité de la contrepartie est probable, que les coûts associés et le retour possible des marchandises peuvent être évalués de façon fiable, que le Groupe n'est plus impliqué dans la gestion des biens et que le montant des produits peut être évalué de façon fiable. Les produits sont évalués nets des retours, ristournes, remises commerciales et rabais pour quantités.

Le moment du transfert des risques et avantages varie en fonction des termes des contrats de vente.

(b) Prestations de services et contrats long terme

Pour les contrats à long terme et conformément à IAS 11, la méthode de reconnaissance du Chiffre d'Affaires à l'avancement est retenue.

Lorsque le résultat d'un contrat peut être estimé de façon fiable, les produits du contrat sont comptabilisés en résultat net en fonction du degré d'avancement du contrat. Le degré d'avancement est évalué par référence aux travaux exécutés ce qui se traduit essentiellement par rapport à l'avancement sur les coûts. Sinon, les produits du contrat ne sont comptabilisés que dans la limite des coûts du contrat qui ont été encourus et qui seront probablement recouvrables.

Dans le cas où la prévision à fin d'affaire fait ressortir un résultat déficitaire, une provision pour perte à terminaison est comptabilisée indépendamment de l'avancement du chantier, en fonction de la meilleure estimation des résultats prévisionnels intégrant, le cas échéant, des droits à recettes complémentaires ou à réclamation, dans la mesure où ils sont probables et peuvent être évalués de façon fiable. Les provisions pour pertes à terminaison sont présentées au passif du bilan.

4.16 Autres produits de l'activité

Les autres produits de l'activité comportent des produits relatifs aux subventions.

Les subventions publiques sont reconnues en résultat (en autres produits) au fur et à mesure des coûts engagés.

Les subventions publiques proviennent principalement d'organismes publics et parapublics français, et intègrent également le Crédit Impôt Recherche (CIR) et le crédit d'impôt compétitivité des entreprises (CICE). Elles sont présentées sur la ligne « Autres produits de l'activité » du compte de résultat.

4.17 Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels correspondent à des éléments inhabituels correspondant à des produits et charges non usuels par leur fréquence, leur nature ou leur montant que la société présente de manière distincte dans son compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante. Ces éléments, lorsqu'ils sont significatifs, font l'objet d'une description en montant et en nature dans la note « Autres produits et charges opérationnels ».

4.18 Résultat financier

Le résultat financier incorpore d'une part le coût de l'endettement net composé essentiellement des charges financières de location de financement et les intérêts payés sur le financement du Groupe.

Les autres produits et charges financiers incluent les charges de désactualisation des provisions à long terme et notamment des provisions pour retraite ainsi que l'impact du change.

4.19 Impôt sur les résultats

La ligne « impôt sur les résultats » du compte de résultat comprend les impôts exigibles et les impôts différés des sociétés consolidées, lorsque les bases sont constatées en résultat. Le cas échéant, les effets impôt sur les éléments directement constatés en capitaux propres ou en autres éléments du résultat global sont également constatés en capitaux propres ou en autres éléments du résultat global.

Impôts exigibles

L'impôt exigible correspond à l'impôt dû aux autorités fiscales par chacune des sociétés consolidées dans les pays où elle exerce. La société a choisi de présenter la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) en impôt sur le résultat, considérant que cette contribution est déterminée sur la base d'un agrégat du compte de résultat.

Impôts différés

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en fonction des derniers taux d'impôt en vigueur à la date de clôture de chaque exercice, applicables à la période de reversement attendue. Ils ne sont pas actualisés.

Les impôts différés sont comptabilisés sur l'ensemble des différences temporelles entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs consolidés, à l'exception de celles liées aux goodwill et aux participations dans des filiales, entreprises associées et partenariats dans la mesure où le groupe est capable de contrôler la date de reversement des différences temporelles et il est probable qu'elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Les différences correspondent principalement à des retraitements de consolidation (locations financières, extournes des amortissements dérogatoires, élimination des résultats de cession internes,...), ou à des réintégrations / déductions fiscales temporaires (provisions et charges non déductibles, participation des salariés,...).

Les actifs d'impôts différés actifs ne sont comptabilisés que dans la mesure où ils pourront être imputés sur des différences taxables futures, ou lorsqu'il existe une probabilité raisonnable de réalisation ou de recouvrement par imputation sur des résultats futurs. Les résultats futurs sont pris en compte en fonction d'un horizon prévisible, au regard des prévisions disponibles. Le calcul effectué tient compte des dispositions fiscales applicables en France en matière d'utilisation des déficits fiscaux reportables (plafonnement).

Il est fait masse, par entité fiscale, des impôts différés actifs et passifs en y incluant les actifs d'impôt différés afférant à des éventuels reports déficitaires.

4.20 Résultat par actions

Le résultat de base par action est obtenu en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Les actions propres ne sont pas prises en compte dans ce calcul.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période pour laquelle le calcul est effectué ajusté de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires selon la méthode dite du rachat d'actions. Selon cette méthode, les fonds recueillis par les instruments financiers potentiellement dilutifs sont affectés au rachat d'action à leur valeur de marché. La dilution s'obtient par différence entre le montant théorique d'action qui serait racheté et le nombre d'options potentiellement dilutives.

4.21 Tableau de flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie est établi en utilisant la méthode indirecte et présente de manière distincte les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, d'investissement et de financement.

Les activités opérationnelles correspondent aux principales activités génératrices de produits de l'entité et toutes les autres activités qui ne remplissent pas les critères d'investissement ou de financement. La Société a choisi de classer dans cette catégorie les subventions reçues. Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles sont calculés en ajustant le résultat net des variations de besoin en fonds de roulement, des éléments sans effets de trésorerie (amortissement, dépréciation..), des gains sur cession, des autres produits et charges calculés.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement correspondent aux flux de trésorerie liés aux acquisitions d'immobilisations, nettes des dettes fournisseurs sur immobilisations, aux cessions d'immobilisations et autres placements.

Les activités de financement sont les opérations qui résultent des changements dans l'importance et la composition du capital apporté et des emprunts de l'entité. Les augmentations de capital, obtention ou remboursement des emprunts sont classés dans cette catégorie.

Les augmentations des actifs et passifs sans effet sur la trésorerie sont éliminés. Ainsi, les biens financés par le biais d'un contrat de location financement ne sont pas inclus dans les investissements de la période. La diminution de la dette financière liée aux crédits baux est alors incluse dans les remboursements d'emprunts de la période.

4.22 Actions propres

Le groupe a souscrit sur l'exercice 2015 un contrat de liquidité pour un montant de 300K€. L'intégralité des actions propres détenues par le groupe est gérée dans le cadre de son contrat de liquidité.

Toutes les actions propres détenues par le Groupe sont enregistrées à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres, conformément à la norme IAS 32.

Sur l'exercice 2016, l'intégralité des actions propres détenues par le groupe ont été apportées dans le cadre de l'offre publique d'achat. Le groupe ne détient donc à la clôture aucune action d'autocontrôle et le contrat de liquidité a été clôturé.

Le résultat de la cession des actions d'autocontrôle est imputé directement en variation des capitaux propres.

4.23 Information sectorielle

Le Groupe identifie et présente des secteurs opérationnels basés sur l'information transmise en interne au directoire qui est le principal décideur opérationnel du Groupe.

Un secteur opérationnel est une composante du Groupe qui se livre à des activités dont elle est susceptible de retirer des revenus ou supporter des charges, y compris des revenus et des charges liées aux transactions avec d'autres composantes du Groupe. Le résultat opérationnel du secteur est régulièrement examiné par le principal décideur opérationnel afin de prendre des décisions quant aux ressources à affecter au secteur et d'évaluer ses performances. Des informations financières distinctes sont disponibles pour cette composante.

Les performances du Groupe sont principalement suivies par le directoire à partir des performances des différentes entités juridiques qui ont donc pour la plupart été identifiées comme des secteurs opérationnels distincts. Sur cette base, le Groupe a identifié 2 secteurs à présenter, comme décrits ci-après, qui correspondent aux entités juridiques du Groupe. Ces entités juridiques du Groupe offrent des produits et des services similaires dans des zones géographiques distinctes.

Les entités juridiques de chacun des secteurs présentés du Groupe sont les suivantes :

- France
- Société américaine

4.24 Evaluation de la juste valeur

Certaines méthodes comptables du Groupe de même que certaines informations à fournir impliquent d'évaluer la juste valeur d'actifs et de passifs financiers et non financiers.

Dans la mesure du possible, lors de l'évaluation de la juste valeur d'un actif ou d'un passif, le Groupe s'appuie sur des données de marché observables. Les évaluations de juste valeur sont classées en trois niveaux en termes de hiérarchie, en fonction des données utilisées dans la technique d'évaluation.

- Niveau 1 : juste valeur évaluée sur la base de cours (non ajustés) observés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.
- Niveau 2 : juste valeur évaluée à l'aide de données, autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (sous forme de prix) ou indirectement (déterminées à partir de prix)
- Niveau 3 : juste valeur pour l'actif ou le passif évaluée à l'aide de données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables)

Si les données utilisées dans l'évaluation de la juste valeur d'un actif ou d'un passif peuvent être classées à différents niveaux dans la hiérarchie de la juste valeur, la juste valeur obtenue est alors classée globalement au même niveau de hiérarchie que la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est significative pour la juste valeur prise dans son ensemble.

5 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Au cours de l'exercice 2016 la société Tronics Mems a absorbé la société Tronics North America. Le nouveau périmètre de consolidation est le suivant :

Au 31 décembre 2016

Entités	Pays	Pourcentage d'intérêt	Pourcentage de contrôle	Période intégrée	Méthode de consolidation (*)
Tronics Microsystem SA	France	Société tête de groupe			
Tronics Mems Inc	Etats Unis	94.07%	94%	2016	IG
Chinatronics Ltd	Chine	49%	49%	N/A	MEQ

Au 31 décembre 2015

Entités	Pays	Pourcentage d'intérêt	Pourcentage de contrôle	Période intégrée	Méthode de consolidation (*)
Tronics Microsystem SA	France	Société tête de groupe			
Tronics North Americ Inc	Etats Unis	100%	100%	2015	IG
Tronics Mems Inc	Etats Unis	92.03%	92.03%	2015	IG
Chinatronics Ltd	Chine	49%	49%	N/A	MEQ

* Nomenclature des méthodes de consolidations : "IG" signifie Intégration Globale & "MEQ" mise en équivalence

6 INFORMATIONS SECTORIELLES

6.1 Informations par secteur opérationnel

Résultats (en K€)

	31 Décembre 2016			31 Décembre 2015		
	Sociétés françaises	Sociétés américaines	Total	Sociétés françaises	Sociétés américaines	Total
Chiffre d'affaires	3 983	2 313	6 296	4 705	3 050	7 755
Autres produits de l'activité	1 889	23	1 912	3 081	22	3 104
Produits des activités courantes	5 871	2 336	8 207	7 786	3 073	10 859
Résultat opérationnel courant	-3 517	-1 327	-4 844	-2 239	-485	-2 724
Autres charges non courantes	-677					
Résultat opérationnel	-4 194	-1 327	-5 521	-2 239	-485	-2 724
Résultat avant impôt	-4 134	-1 327	-5 461	-2 287	-491	-2 778
Impôts sur les bénéfices	-23	-4	-28	-235	-6	-241
Quote part sur résultat net des sociétés	-31	0	-31	-19	0	-19
Résultat Net	-4 188	-1 332	-5 520	-2 540	-497	-3 037
Part du groupe	-4 189	-1 253	-5 441	-2 540	-457	-2 997
Part ne conférant pas le contrôle		-79	-79		-41	-41

Répartition des actifs et des passifs (en K€)

	31 Décembre 2016			31 Décembre 2015		
	Sociétés françaises	Sociétés américaines	Total	Sociétés françaises	Sociétés américaines	Total
Actifs non courants	5 459	687	6 146	5 232	787	6 019
Actifs courants	11 086	966	12 052	15 923	713	16 637
Total actif	16 545	1 653	18 197	21 155	1 500	22 655
Passifs non courants	3 759	0	3 759	3 356	0	3 356
Passif courants	4 321	605	4 926	4 058	213	4 271
Total passif	8 080	605	8 685	7 414	213	7 627
Effectifs moyens	71	18	90	71	21	92

6.2 Informations par zones géographiques (destination des biens et services vendus)

CHIFFRE D'AFFAIRES (K€)	31 Décembre 2016		31 Décembre 2015	
France	2 485	39 %	4 343	56 %
Reste du monde	3 810	61 %	3 412	44 %
Chiffre d'affaires	6 296	100%	7 755	100%

7 NOTES RELATIVES AUX POSTES DU BILAN, DU COMPTE DE RESULTAT, DU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE ET LEURS VARIATIONS

7.1. Notes sur le bilan

7.1.1 Immobilisations incorporelles

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES BRUTES (K€)	Frais de développement	Concessions, brevets et droits similaires	Immo. En cours	Total brut
Situation au 31 Décembre 2014	268	1 073		1 341
Augmentations		43	396	439
Situation au 31 Décembre 2015	268	1 115	396	1 780
Augmentations de l'exercice		1	525	526
Autres mouvements	921	118	-921	118
Situation au 31 Décembre 2016	1 189	1 235	0	2 424

AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (K€)	Frais de développement	Autres immobilisations incorporelles	Immo. En cours	Total amortissements
Situation au 31 Décembre 2014	-118	-702		-821
Dotations de l'exercice	-54	-84		-138
Situation au 31 Décembre 2015	-172	-787		-959
Dotations de l'exercice	-69	-68		-137
Autres mouvements		-101		-101
Situation au 31 Décembre 2016	-241	-956		-1 197

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES NETTES (K€)	Frais de développement	Autres immobilisations incorporelles	Immo. En cours	Total net
Au 31 Décembre 2015	96	329	396	821
Au 31 Décembre 2016	948	279		1 227

La société a acquis sur les périodes antérieures 2 licences auprès du CEA. Les contrats de licences prévoient le versement de redevances en cas d'utilisation ou de sous-licence des technologies concernées sur la base du chiffre d'affaires généré.

La charge comptabilisée en 2016 au titre de ces redevances s'élève à 10K€ contre 4K€ en 2015.

Sur l'exercice 2016 le groupe a continué d'activer les dépenses de développement sur le projet ayant rempli les critères d'activation lors de l'exercice 2015. Le total des dépenses activées sur 2016 s'élève à 525K€. Ce projet étant terminé au 31 décembre 2016, il a été reclassé de la rubrique « immobilisations en cours » à « Frais de développement » des tableaux ci-dessus.

Les frais de recherche et de développement ne remplissant pas les critères d'activation sont compris dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont constatés. Le montant des charges directes de recherche et développement s'élève à 1.601 K€ en 2016 et 3.345 K€ en 2015.

7.1.2 Immobilisations corporelles

IMMOBILISATIONS CORPORELLES BRUTES (K€)	Terrains et constructions	Instal. Techn., mat. & Out.	Autres immobilisations corporelles	Immo. En cours & avances	Total brut
Situation au 31 Décembre 2014	36	14 607	1 389	17	16 050
Augmentations de l'exercice		828	94		921
Situation au 31 Décembre 2015	36	15 434	1 483	17	16 971
Augmentations de l'exercice		639	78	124	841
Diminutions de l'exercice		-183			-183
Transferts				-17	-17
Situation au 31 Décembre 2016	36	15 890	1 561	124	17 611

AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES (K€)	Terrains et constructions	Instal. Techn., mat. & Out.	Autres immobilisations corporelles	Immo. En cours & avances	Total amortissements
Situation au 31 Décembre 2014	-36	-9 866	-829		-10 731
Dotations de l'exercice		-1 046	-120		-1 166
Situation au 31 Décembre 2015	-36	-10 911	-950		-11 897
Dotations de l'exercice		-1 062	-129		-1 191
Diminutions de l'exercice		32			32
Autres variations					
Situation au 31 Décembre 2016	-36	-11 942	-1 079		-13 057

IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES (K€)	Terrains et constructions	Instal. Techn., mat. & Out.	Autres immobilisations corporelles	Immo. En cours & avances	Total net
Au 31 Décembre 2015		4 523	533	17	5 074
Au 31 Décembre 2016		3 948	483	124	4 554

Le détail des immobilisations détenues en crédit-bail est le suivant :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES BRUTES DETENUES EN CREDIT BAIL (K€)	Terrains et constructions	Instal. Techn., mat. & Out.	Autres immobilisations corporelles	Immo. En cours & avances	Total brut
Situation au 31 Décembre 2015		8 753			8 753
Augmentations de l'exercice		309			309
Situation au 31 Décembre 2016		9 062			9 062

AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES DETENUES EN CREDIT BAIL (K€)	Terrains et constructions	Instal. Techn., mat. & Out.	Autres immobilisations corporelles	Immo. En cours & avances	Total amortissements
Situation au 31 Décembre 2015		-6 058			-6 058
Dotations de l'exercice		-660			-660
Situation au 31 Décembre 2016		-6 718			-6 718

IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES DETENUES EN CREDIT BAIL (K€)	Terrains et constructions	Instal. Techn., mat. & Out.	Autres immobilisations corporelles	Immo. En cours & avances	Total net
Au 31 Décembre 2015		2 695			2 695
Au 31 Décembre 2016		2 344			2 344

7.1.3 Autres actifs financiers non courants

AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS (K€)	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Prêts	29	28
Dépôts et cautionnements non courants	150	90
Solde espèces du contrat de liquidités	214	33
Valeurs brutes	393	151
Provisions pour dépréciations	-29	-28
Valeurs nettes	364	123

Les prêts, cautionnements et autres créances – non courants regroupent essentiellement des dépôts de garantie versés par le groupe aux propriétaires des locaux et à Bpi France Innovation dans le cadre d'un prêt pour l'innovation et d'un contrat de développement participatif.

7.1.4 Stocks et en-cours

STOCKS (K€)	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Matières premières	1 464	1 392
Encours	296	279
Produits finis	37	98
Valeurs brutes	1 797	1 769
Provisions pour dépréciations	-164	-231
Valeurs nettes	1 633	1 538

7.1.5 Clients

CLIENTS (K€)	Valeur brute	Dont échu	Dont à plus d'un an	Dépréciation	Valeur Nette
Situation au 31 Décembre 2016	2 537	527		-70	2 467
Situation au 31 Décembre 2015	3 098	1 069		-118	2 979

7.1.6 Créances d'impôt et autres actifs courants

CREANCES D'IMPOT ET AUTRES ACTIFS COURANTS (K€)	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Avances et acomptes versés	40	83
Crédit d'impôt recherche	826	1 136
Crédit d'impôt compétitivité emploi	81	80
Créances fiscales (TVA,...)	243	214
Subventions	825	1 249
Charges constatées d'avance	410	266
Fournisseurs, remises à obtenir		18
Valeurs brutes	2 425	3 045
Provisions pour dépréciations		
Valeurs nettes	2 425	3 045

Echéancement (K€)	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Inférieur à un an	1 518	3 045
Compris entre un et cinq ans	906	
Supérieur à cinq ans		
Valeurs nettes	2 425	3 045

7.1.7 Trésorerie et équivalents de trésorerie

TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE (K€)	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Comptes bancaires courants	725	734
Comptes à terme	4 802	8 340
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 527	9 074

Au 31 décembre 2015 et 2016, le groupe dispose notamment de dépôts à termes débloqués à tout moment sans pénalités et donc liquides.

7.1.8 Capital social

Au 31 décembre 2016, le capital social de 3.499.004 € est composé de 3.499.004 actions entièrement libérées et d'une valeur nominale unitaire 1 euro se décomposant de la manière suivante :

CAPITAL SOCIAL (Nombre d'actions)	Actions ordinaires	Autres	Total
Situation au 31 Décembre 2015	3 496 005		3 496 005
Augmentations de l'exercice	2 999		2 999
Diminutions de l'exercice			
Situation au 31 Décembre 2016	3 499 004		3 499 004

L'émission de 2 999 nouvelles actions sur l'exercice 2016 se décompose de la manière suivante :

- Exercices d'options : 2 999 actions

L'intégralité des titres d'autocontrôle a été apportée à l'offre publique d'achat intervenue sur l'exercice 2016. La cession de ces titres et l'annulation de leur résultat de cession a conduit à une augmentation des capitaux propres du groupe de 228K€.

Le contrat de liquidité souscrit sur l'exercice 2015 a par ailleurs été clôturé.

Actions propres	Nombre d'actions
Situation au 31 Décembre 2015	18 585
Achat d'actions propres	65 978
Vente d'actions propres	-84 563
Situation au 31 Décembre 2016	0

7.1.9 Provisions

PROVISIONS (K€)	Litiges	Mise en Equivalence	Perte à terminaison	Pensions et retraites	Autres	Total
Situation au 31 Décembre 2015	0	29		96	5	132
Dotations de l'exercice	175	34		21	356	585
Reprise de provision utilisée						
Reprise de provision non utilisée						
Variation de périmètre						
Ecart de conversion						
Situation au 31 Décembre 2016	175	63		117	361	717
A moins d'un an au 31 Décembre 2016	175	63			361	600
A plus d'un an au 31 Décembre 2016				117		117

La société a concédé à Sercel le remplacement à ses frais de capteurs jugés potentiellement défaillants. Le coût restant à engager pour la société a été estimé au 31 Décembre 2016 à 175 000 €.

Courant juillet 2016, la filiale américaine a signé un nouveau contrat avec le partenaire de production qui fixe notamment des quantités minimales de production à sous-traiter à ce dernier. Ainsi la société Tronics Mems s'est engagée à commander un volant de chiffre d'affaires de 500 000 \$ entre juillet 2016 et juin 2017. La société Tronics Mems n'ayant pas rempli son obligation à la clôture, 375 000 \$ (356K€) ont été provisionnés dans les comptes de la filiale.

7.1.10 Retraite – Avantages dus au personnel

Les engagements du Groupe sont comptabilisés sous formes de provisions ou de cotisations versées dans ce cadre à des caisses de retraites indépendantes et à des organismes légaux chargés d'en assurer le service.

Le tableau comparatif des principales données actuarielles utilisées est présenté ci-dessous :

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Age de départ	67 ans (C), 67 ans (NC)	67 ans (C), 67 ans (NC)
Taux d'actualisation	1.18%	2.40%
Taux de croissance de salaires	2% (C), 2% (NC)	2% (C), 2% (NC)
Taux de charges sociales	47% (C), 46% (NC)	47% (C), 46% (NC)
Table de mortalité	Insee F2010-2012	Insee F2010-2012
Taux de turnover	20 à 29 ans : 7% (C), 0% (NC) 30 à 39 ans : 5% (C), 3% (NC) 40 à 49 ans : 13% (C), 2% (NC) 50 à 59 ans : 21% (C), 0% (NC) Plus de 60 ans : 21% (C), 0% (NC)	20 à 29 ans : 8% (C), 0% (NC) 30 à 39 ans : 6% (C), 0% (NC) 40 à 49 ans : 14% (C), 2% (NC) 50 à 59 ans : 25% (C), 0% (NC) Plus de 60 ans : 25% (C), 0% (NC)

C : cadres, NC : non cadres

Les hypothèses de turnover sont mises à jour sur 5 ans glissants.

Le tableau des mouvements de l'engagement de retraite entre le 1^{er} janvier 2016 et le 31 décembre 2016 est donné ci-après :

en k€	impact sur le résultat consolidé					impact autres éltés résultat global		
	1 janvier 2016	coût service rendus	coût financier	indemnités versées	ss-total	écarts actuariels	autres	31 décembre 2016
Engagement global	96	11	3		14	7		117
juste valeur du fonds	-				-			-
Engagement net	96	11	3	0	14	7	0	117

Le groupe ne disposant pas d'actifs de couverture, l'intégralité de l'engagement exposé ci-dessus est inscrit au passif du Groupe.

La charge nette de l'exercice ayant un impact sur le résultat consolidé est donnée dans le tableau ci-dessous :

En k€	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Coût des services rendus	11	11
Coût financier	3	2
Indemnités versées		
Total	14	13

Une variation d'un point du taux d'actualisation (0.18% au lieu de 1,18%) a un impact de 22% sur le montant du passif au 31 décembre 2016.

7.1.11 Passifs financiers

EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES (K€)	Situation au 31 Décembre 2015	Emissions	Remboursements	Variations de périmètres	Reclassements / autres	Situation au 31 Décembre 2016
Emprunts	1 681	1 200			-437	2 444
Avances conditionnées	128				18	146
Put sur minoritaire	185				137	322
Dettes financières crédit bail	1 262	238			-774	727
Dettes financières non courantes	3 256	1 438			-1 053	3 641
Emprunts	398		-398		437	437
Autres emprunts	4	5				9
Dettes financières crédit bail	842	71	-913		774	774
Dettes financières courantes	1 244	76	-1 311		1 211	1 220
Total	4 500	1 514	-1 311		157	4 861

Echéancement (K€)	Situation au 31 Décembre 2016
Inférieur à un an	1 220
Compris entre un et cinq ans	3 277
Supérieur à cinq ans	364
Total	4 861

La colonne « reclassement » comporte essentiellement des reclassements entre « courant » et « non courant » ainsi que la variation de la juste valeur de l'engagement de rachat des intérêts ne donnant pas le contrôle.

Tronics Microsystems a une obligation de rachat des intérêts ne conférant pas le contrôle de Tronics Mems dont elle est le principal actionnaire. Cet engagement fait l'objet d'une dette évaluée à la juste valeur à chaque clôture. Celle-ci a été estimée : sur la base des flux de trésorerie futurs actualisés pour la clôture au 31 décembre 2016, en tenant compte d'un WACC à 11% et d'un taux de croissance à l'infini de 2% desquels l'endettement net de Tronics Mems a été déduit. La valeur ainsi obtenue a ensuite été actualisée au taux sans risque afin de déterminer la valeur actuelle.

Une variation de +1 point du WACC diminuerait de 69K€ la valorisation de l'obligation de rachat. Une diminution du WACC de 1 point entrainerait quant à elle une augmentation 86K€.

Les contrats d'emprunts de Tronics S.A. ne comportent pas de clauses de remboursement anticipé assis sur des ratios financiers (covenants).

L'avance conditionnée correspond à l'aide versée par Bpifrance Financement dans le cadre du projet « SCP TIME ». Cette avance est comptabilisée au coût amorti calculé en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

L'échéancement des contrats de crédit-bail est le suivant :

Echéancement (K€)	Situation au 31 Décembre 2016
Inférieur à un an	774
Compris entre un et cinq ans	727
Supérieur à cinq ans	
Total	1 501

7.1.12 Impôts différés passifs

IMPÔTS DIFFERES NON COURANTS (K€)	Différences temporaires	Reports déficitaires	Autres	Total
Situation au 31 décembre 2015	-337	333	-	-4
Incidence résultat	-224	222		-2
Variations de périmètre				-
Ecart de conversion				-
Incidence OCI	6			6
Situation au 31 décembre 2016	-555	556	-	0

Les déficits fiscaux de TRONICS et de ses filiales n'ont pas été intégralement activés en l'absence de visibilité quant à leur imputation intégrale sur des résultats futurs. Le montant des déficits fiscaux non activés s'élève en base à

- 17.4 m€ au 31 décembre 2016 et 12.5 m€ au 31 décembre 2015 pour l'entité française
- 9.1 m€ (9.8 m\$) au 31 décembre 2016 et 8.3 m€ (9 m\$) au 31 décembre 2015 pour l'entité américaine

Au 31 décembre 2016 le groupe a maintenu des impôts différés actifs sur les déficits de l'entité française à hauteur des différences temporaires taxables.

7.1.13 Fournisseurs, produits constatés d'avance et autres passifs

FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS (K€)	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Dettes fournisseurs	1 705	1 820
Fournisseurs d'immobilisations	20	73
Avances reçues sur commandes	18	
Dettes sociales	1 029	785
Dettes fiscales	79	78
Subventions		20
Autres créditeurs	179	127
Produits constatés d'avance	77	89
TOTAL	3 107	2 991

Echéancement (K€)	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Inférieur à un an	3 107	2 991
Compris entre un et cinq ans		
Supérieur à cinq ans		
TOTAL	3 107	2 991

7.1.14 Instruments financiers

En K€	Catégories	31 Décembre 2016		31 Décembre 2015	
		Valeur nette comptable	Juste valeur	Valeur nette comptable	Juste valeur
Actifs					
Autres actifs financiers non courants	A	364	364	123	123
Clients et autres débiteurs	A	3 293	3 293	4 116	4 116
Autres actifs courants	A	1 599	1 599	1 909	1 909
Trésorerie et équivalent de trésorerie	B	5 527	5 527	9 074	9 074
Total		10 783	10 783	15 222	15 222
Passif					
Passifs financiers (part à plus et à moins d'un an)	C	4 539	4 539	4 315	4 315
Engagement de rachat des participations ne conférant pas le contrôle	D	322	322	185	185
Fournisseurs et autres créditeurs	C	1 802	1 802	1 982	1 982
Autres passifs courants	C	1 304	1 304	1 010	1 010
Total		7 968	7 968	7 491	7 491

A - Prêts et créances

B - Actifs en juste valeur par le résultat

C - Passifs évalués au coût amorti

D - Passifs en juste valeur par le résultat

L'ensemble des actifs et des passifs sont des actifs et passifs évalués au coût amorti à l'exception de la trésorerie et de la dette relative à l'engagement de rachat des participations ne conférant pas le contrôle qui est évalué à la juste valeur.

7.2. Notes sur le compte de résultat

7.2.1 Chiffre d'affaires

CHIFFRE D'AFFAIRES (K€)	31 Décembre 2016		31 Décembre 2015	
Ventes de services	3 923	62 %	5 698	73 %
Ventes de produits finis	2 373	38 %	2 057	27 %
Chiffre d'affaires	6 296	100%	7 755	100%

7.2.2 Autres produits de l'activité

AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITE (K€)	31 Décembre 2016		31 Décembre 2015	
Crédit Impôt Recherche	826	43 %	1 112	36 %
CICE	81	4 %	80	3 %
Subventions	975	51 %	1 780	57 %
Variations de stocks de produits finis	15	1 %	108	3 %
Produits divers de gestion courante	1	0 %	9	0 %
Autres produits	14	1 %	15	0 %
Autres produits de l'activité	1 912	100 %	3 104	100 %

Les subventions se ventilent comme suit :

SUBVENTIONS (K€)	Montant total de la subvention	31 décembre 2016				31 décembre 2015			
		Cash reçu sur la période	Avancement du projet à date	Produits comptabilisés	Engagement de dépenses à la clôture	Cash reçu sur la période	Avancement du projet à date	Produits comptabilisés	Engagement de dépenses à la clôture
Projet HBS	426	87	100%			87	100%		
Projet Ultimes	3 413	727	100%	-	-	-	100%	775	-
Projet Cleansky	573	-	100%	-	-	172	100%	-	-
Projet Habac	547	115	100%	-	-	268	100%	293	-
Projet Asimut	991	-	100%	8	-	441	99%	443	17
Projet SCP Time	203	96	98%	45	8	-	76%	148	107
Projet Peru	54	18	100%	-	-	18	100%	-	-
Projet MF Manufacturing	103	-	61%	51	116	15	11%	10	305
Projet Trace	808	242	45%	346	1 479	-	2%	18	2 633
Projet Stars	886	177	59%	431	805	-	10%	93	1 763
Next4Mems	731	-	13%	94	1 593				
Subventions	10 055	1 463		975	4 001	1 002		1 780	4 826

7.2.3 Achats consommés

ACHATS CONSOMMES (K€)	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Achats de matières premières	-1 575	-2 331
Variations stocks de matières premières	17	708
Achats d'études et prestations de services	-605	-922
Achats non stockés de matières premières et fournitures	-356	-384
Achats consommés	-2 519	-2 929

7.2.4 Charges de personnel et effectifs

Les charges de personnel se ventilent comme suit :

CHARGES DE PERSONNEL (K€)	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Rémunération du personnel	-4 702	-5 030
Charge IFRS 2 "paiement fondé sur des actions"	-42	-113
Charges sociales	-1 816	-1 740
Dotation nette pour engagement de retraite	-11	-11
Charges de personnel	-6 571	-6 894

EFFECTIFS MOYENS	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Direction	3	3
Ingénieurs	52	50
Techniciens & Opérateurs	35	39
Effectifs moyens	90	92

Paiements fondés sur des actions (IFRS 2)

Des options sur actions ont été attribuées aux dirigeants, à certains salariés clés, ainsi qu'aux membres du Directoire sous forme de Stock Options (« Options »), Bons de Souscription d'Actions (« BSA ») et de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (« BSPCE »). Les options attribuées aux Etats-Unis permettent de souscrire à des actions de TRONICS MEMS.

	France			
Date de l'AG ou du Directoire ayant attribué les bons	02-mars-12	02-mars-12	01-juil-14	01-juil-14
Prix d'exercice par action nouvelle souscrite	10 €	10 €	10 €	10 €
Vesting	01-juil-13	01-janv-15	01-sept-17	01-janv-17
Durée de validité	5 ans	5 ans	5 ans	5 ans
Nombre de bons en circulation au 31 décembre 2015	25 400 BSPCE	18 800 BSPCE	110 000 options	35 403 options
Nombre de bons en circulation au 31 décembre 2016	25 400 BSPCE	18 800 BSPCE	110 000 options	32 404 options

Réconciliation des options sur actions en circulation

Le nombre et le prix moyen pondéré d'exercice des options sur actions dans le cadre des programmes d'options sur actions sont les suivants :

	Nombre d'options 2016	Prix moyen pondéré d'exercice 2016	Nombre d'options 2015	Prix moyen pondéré d'exercice 2015
En circulation au 1er janvier	189 603	10,00 €	244 500	10,00 €
Déchues pendant la période	-	10,00 €	-29 300	10,00 €
Exercées pendant la période	-2 999	10,00 €	-25 597	10,00 €
Attribuées pendant la période	-	-	-	-
En circulation au 31 décembre	186 604	10,00 €	189 603	10,00 €
Exerçables au 31 décembre	148 937	10,00 €	115 936	10,00 €

Les options en circulation au 31 décembre 2016 ont un prix d'exercice de 10,00€ (en 2015: 10,00€) et une durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée de 2 ans (en 2015 : 3 ans).

Le prix moyen pondéré des actions à la date d'exercice des options s'est élevé à 10,00 € en 2016 (en 2015 : 10,00 €).

	Etats-Unis			
Date de l'AG ou du Directoire ayant attribué les bons	21-mai-12	31-janv-13	01-août-13	01-janv-14
Prix d'exercice par action nouvelle souscrite	\$0.1870	\$0.1870	\$0.1870	\$0.1870
Vesting	20-mai-16	30-janv-17	31-juil-17	31-déc-17
Durée de validité	10 ans	10 ans	10 ans	10 ans
Nombre de bons en circulation au 31 décembre 2015	412 000 options	315 000 options	75 000 options	300 000 options
Nombre de bons en circulation au 31 décembre 2016	412 000 options	130 000 options	75 000 options	250 000 options

Sur l'exercice 2016, 12 947 options sur la filiale américaine ont été exercées. Hormis cet exercice, la diminution du nombre d'options aux Etats-Unis provient intégralement du départ de salariés n'ayant pas exercé leurs droits. Ces options ont donc été déchues sur la période.

La juste valeur des bons attribués a été évaluée en date d'attribution selon la méthode Black-Scholes sur la base des hypothèses suivantes :

PRINCIPALES DONNEES ET HYPOTHESES	France (Plans 2012)	France (Plans 2014)	US (Plans 2012)	US (Plans 2013)	US (Plans 2014)
Maturité	5 ans	5 ans	10 ans	10 ans	10 ans
Taux sans risque TEC 5	3.00%	0.65%	N/A	N/A	N/A
Taux sans risque TEC 10	N/A	N/A	2.13%	2.13%	2.13%
Volatilité	50.00%	36.00%	30.00%	30.00%	30.00%
Prix du sous-jacent	10.00 €	10.05 €	0,187 \$	0,367 \$	0,367 \$
Prix d'exercice	10.00 €	10.00 €	0,187 \$	0,187 \$	0,187 \$
Prime d'illiquidité	25%	25%	25%	25%	25%
Juste Valeur de l'option	3.04 €	2.20 €	0,06 \$	0,18 \$	0,18 \$

- Volatilité : l'action Tronic's Microsystems n'étant pas cotée sur le marché à la date de l'attribution, la volatilité utilisée est la volatilité historique de sociétés comparables –même secteur et zone géographique ;
 - Taux sans risque : il s'agit du taux d'intérêt continu non risqué ;
 - Taux de dividendes : nul compte tenu de l'absence de dividendes versés dans le passé.
 - Prix du sous-jacent : il s'agit de l'estimation de la juste valeur d'une action. Elle se base notamment sur le prix de la dernière levée de fonds et sur l'évaluation réalisée par la société.
 - Prime de d'illiquidité : elle a été évaluée à 25% compte tenu des usages constatés sur le marché.
- La société a tenu compte d'une probabilité de turnover estimée à environ 30% pour les plans américains.

7.2.5 Autres produits et charges opérationnels courants

AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS COURANTS (K€)	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Reprises & dotations aux provisions nettes		31
Plus values sur éléments d'actifs cédés		5
Autres produits opérationnels		36
Moins values sur éléments d'actifs cédés	-137	
Autres charges opérationnelles	-137	

7.2.6 Autres produits et charges opérationnels non courants

AUTRES CHARGES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS NON COURANTS (K€)	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Frais engagés dans le cadre de l'offre publique d'achat	-677	
Autres produits & charges opérationnels non courants	-677	

7.2.7 Résultat financier

RESULTAT FINANCIER (K€)	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Résultat de change	109	53
Produits sur cession de VMP	79	88
Produits financiers	188	141
Coût de l'endettement financier net	-129	-150
Autres charges financières		-45
Charges financières	-129	-195
Résultat financier	60	-53

7.2.8 Impôts sur les résultats

CHARGES D'IMPÔT (K€)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Impôts exigibles	-4	-1
Impôts différés	4	-218
CVAE	-28	-22
Charge d'impôt	-28	-241

Le rapprochement entre l'impôt sur les résultats figurant au compte de résultat consolidé et l'impôt théorique qui serait supporté sur la base du taux en vigueur en France s'analyse comme suit :

PREUVE D'IMPÔT (K€)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Résultat net	-5 520	-3 037
Impôts sur les bénéfices	-28	-241
Résultat avant impôt	-5 492	-2 796
Taux d'impôt théorique	33.33%	33.33%
Charge (= -) ou Produit (= +) d'impôt théorique	1 831	932
Déficit de l'exercice non activé	-2 336	-1 574
Utilisation de déficits antérieurs	222	8
Crédit impôt recherche & CICE	302	407
QP MEE	-10	-6
Charge IFRS 2 "paiement fondé sur des actions"	-16	-38
Différences permanentes	-20	24
CVAE	-28	-23
Autres	27	29
Charge nette d'impôt	-28	-241

7.2.9 Résultat par action

RESULTAT PAR ACTION (€)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux ordinaires de l'entité mère (en K€)	-5 520	-2 997
Nombres d'actions en circulation	3 499 004	3 477 420
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	3 482 645	3 401 675
Nombre de bons attribués non encore exercés	189 603	189 603
Résultat en euros par action	-1.59	-0.88
Résultat dilué en euros par action	-1.59	-0.88

7.2.10 Information relative aux parties liées

Les parties liées avec lesquelles des transactions sont effectuées incluent les entreprises associées directement ou indirectement à TRONICS, et les entités qui détiennent directement ou indirectement une participation dans TRONICS.

Ces transactions sont effectuées aux conditions normales du marché.

L'ensemble de ces opérations a été recensé conformément à la norme IAS 24 et leur incidence sur les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice 2016 est la suivante par nature et par partie liée :

- Entre SERCEL, actionnaire, et TRONICS : réalisation de ventes par TRONICS au profit de SERCEL,
- Entre THALES, actionnaire, et TRONICS : réalisation de ventes et de travaux de développement par TRONICS au profit de THALES,

A noter qu'au 31 Décembre 2016 la société SERCEL n'est plus actionnaire de Tronics. Aucune information au sujet des transactions réalisées avec Sercel n'est détaillée pour l'année 2016.

COMPTE DE RESULTATS (K€)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Chiffre d'affaires (Sercel)	-	36
Chiffre d'affaires (Thales)	518	521
Total	518	557

BILAN (K€)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Clients (Sercel)	-	-
Clients (Thales)	73	12

7.2.11 Rémunération des dirigeants

Le tableau ci-dessous présente la rémunération versée par TRONICS aux membres du Directoire.

Ces montants n'intègrent pas de rémunération différée ou tout autre engagement de rémunération.

REMUNERATION DES DIRIGEANTS (€)	Total au 31 décembre 2016	Rémunérations dues au titre de l'exercice (1)	Rémunération en actions, options, etc...(2)	Total au 31 décembre 2015	Rémunérations dues au titre de l'exercice (1)	Rémunération en actions, options, etc...(2)
Pascal Langlois	336 691	299 579	37 112	280 514	200 231	80 283
Stéphane Renard	95 833	95 833	-	118 929	118 929	-
Rémunération des dirigeants	432 525	395 413	37 112	399 443	319 160	80 283

REMUNERATION DES DIRIGEANTS (€)	31 décembre 2016
Rémunérations dues au titre de l'exercice (1)	395 413
Rémunération en actions, options, etc...(2)	37 112
Rémunération des dirigeants	432 525

31 décembre 2015
319 160
80 283
399 443

(1) Inclut les salaires bruts, rémunérations, primes, intéressement, participation, et avantages en nature dues au titre de l'exercice.

(2) Ce montant correspond à la charge annuelle IFRS2 liée aux attributions de bons de souscription d'options (stock-options).

Pascal Langlois a conclu un contrat de management avec la Société autorisé par le conseil d'administration du 13 septembre 2013 conformément à la procédure des conventions réglementées, pour une durée de six (6) ans renouvelable dont les spécificités en matière de rupture sont les suivantes :

- Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonction : hormis les cas de révocations motivées par une faute lourde telle que cette notion est appréciée par la chambre sociale de la Cour de cassation, Pascal Langlois percevra en cas de révocation de son mandat, une indemnité compensatrice équivalente à six (6) mois de sa rémunération fixe, telle que celle-ci s'établira au jour de la décision de révocation prise par le conseil de surveillance ou l'assemblée générale des actionnaires de la Société.
- Indemnités relatives à une clause de non concurrence : hormis les cas de révocations motivées par une faute lourde telle que cette notion est appréciée par la chambre sociale de la Cour de cassation ou de démission, la Société s'est engagée à verser à Pascal Langlois, en contrepartie de son engagement de non concurrence, une indemnité compensatrice, versée mensuellement, égale à 50% de la moyenne mensuelle de sa rémunération fixe perçue au cours des douze (12) derniers mois au sein de la Société.
- Mutuelle.

7.2.12 Honoraires des commissaires aux comptes

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (En K€)	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Honoraires relatifs à la certification des comptes	47	52
Honoraires relatifs aux diligences directement liées	7	8
Honoraires des commissaires aux comptes	54	60

8 ENGAGEMENTS FINANCIERS

ENGAGEMENTS FINANCIERS (En K€)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Engagements donnés		
Clause de retour à meilleure fortune	568	568
Intérêts sur dettes financières (emprunts et crédit bail)	253	241
Contrats commerciaux (1.000.000 USD)	-	919
Bail commercial	181	515
Nantissements du fonds de commerce	1 500	1 500
Engagements donnés	2 502	3 743
Engagements reçus		
Ligne de crédit non utilisée	-	-
Engagements reçus	-	-
Engagements nets	2 502	3 743
Valeur des immobilisations données en garanties		

- Les locaux commerciaux et industriels de la société française sont loués. Le montant qui figure sur la ligne « bail commercial du tableau ci-dessus » correspond aux loyers dus jusqu'à la prochaine possibilité de sortie du bail, le 31 mai 2017.
- Les locaux commerciaux industriels de la société américaine, Tronics Mems, sont loués auprès d'un prestataire commercial. Cette location inclut l'accès aux bureaux et à la salle blanche. Le contrat ne prévoit pas de date de fin de bail ni de modalités de sortie, le tableau ci-dessus n'intègre donc pas d'engagements financiers à ce titre.
Comme détaillé dans la note 2.2.1 des événements postérieurs à la clôture, le partenaire américain a mis fin au contrat le liant avec la société Tronics Mems en début d'année 2017.
- La société Tronics S.A. s'était portée caution auprès de ce prestataire commercial pour la société Tronics Mems à hauteur de 1 000 K\$ (soit 919 K€ au 31 décembre 2015) - figurant dans le tableau ci-dessus sur la ligne « contrats commerciaux »). Cet engagement n'a pas été repris dans le nouveau contrat négocié avec ce prestataire sur 2016.
- Dans le cadre du projet SCP Time, la société doit encore percevoir 305 K€ (ce qui portera la somme totale perçue à 430 K€). Elle estime, compte tenu de ses prévisions de chiffre d'affaire, sous-jacent, qu'elle sera redevable d'un complément de remboursement de 213 K€ au-delà des sommes effectivement perçues.
- Dans le cadre d'un emprunt souscrit en Juillet 2015 auprès d'une banque pour un montant nominal de 1 500 K€ la société a consenti à la banque un nantissement de la valeur de son fonds de commerce à hauteur du nominal de cet emprunt (1 500 K€). Ce nantissement cours jusqu'au remboursement total de l'emprunt soit Juillet 2020.

9 RISQUES

9.1 Risque de liquidité

Depuis sa création, la Société a financé sa croissance par des augmentations de capital, l'obtention de subventions et aides publiques à l'innovation, le remboursement de créances de Crédit Impôt Recherche et le recours à des financements à court, moyen et long terme (bancaires, affacturage, ...).

Le groupe n'anticipe pas de risque de liquidité au cours des 12 prochains mois compte tenu de la trésorerie disponible à la clôture et de la lettre de soutien reçue de son actionnaire majoritaire en date du 17 mars 2017.

La société n'est astreinte à aucun covenant bancaire.

9.2 Risque de crédit

Le risque de crédit et/ou de contrepartie correspond au risque qu'une partie à un contrat avec le Groupe manque à ses obligations contractuelles entraînant une perte financière pour le Groupe.

Les instruments financiers sur lesquels le Groupe encourt un risque de crédit sont principalement les créances clients et la trésorerie.

En ce qui concerne les créances clients, le Groupe évalue régulièrement le risque de crédit et la situation financière de ses clients et provisionne les pertes potentielles sur créances non recouvrables. Si le Groupe compte parmi ses clients de grandes sociétés européennes, américaines, japonaises et chinoises, il est également amené à travailler pour le compte de sociétés de plus petite taille, et compte notamment parmi ses clients plusieurs sociétés start-up à divers stades de maturité qui pourraient rencontrer des difficultés économiques à l'avenir. Si le Groupe n'a pas subi à ce jour de pertes significatives résultant de défaillances clients et s'il estime ne pas être confronté à un risque de recouvrement majeur, il ne peut donc toutefois exclure totalement ce risque à l'avenir. Le Groupe a mis en place une politique de gestion de trésorerie ayant pour objectif de limiter les placements financiers en euros, à court terme et à faible risque, sous forme notamment de comptes à terme à taux fixe en euros.

9.3 Risque de change

Le Groupe effectue notamment des transactions en dollar américain (USD). La position nette de change du groupe sur les devises au 31 décembre 2016 s'établit de la façon suivante :

Au 31 Décembre 2016 (en milliers d'euros)	Actifs (a)	Passifs (b)	Engagements en devises (c)	Position nette avant couverture (d) = (a) - (b) +/- (c)	Intruments financiers de couverture (e)	Position nette après couverture (f) = (d) - (e)
USD	846	312		534		534
Total	846	312	-	534	-	534

Sur la base des comptes consolidés du groupe au 31 décembre 2016 une variation de 10% l'euro face au dollar américain entraînerait les conséquences suivantes sur le résultat avant impôts et sur les capitaux propres avant impôts du groupe :

Au 31 Décembre 2016 (en milliers d'euros)	Impacts sur le résultat avant impôt		Impact sur les capitaux propres avant impot	
	Hausse de 10%	Baisse de 10%	Hausse de 10%	Baisse de 10%
USD	123	-151	-18	22
Total	123	-151	-18	22

La sensibilité du groupe au risque de change provient principalement de la consolidation de la filiale américaine.

Le Groupe n'a pas pris, à son stade de développement actuel, de disposition de couverture afin de protéger son activité contre les fluctuations des taux de changes. Le Groupe ne peut exclure qu'une augmentation importante de son activité ne résulte dans une plus grande exposition au risque de change et envisagerait alors de recourir à une politique adaptée de couverture de ces risques.

Il ne peut être donné aucune garantie sur le fait que le Groupe aura les ressources nécessaires pour gérer efficacement dans le futur son risque de change et que la politique suivie lui permettra de ne pas subir de pertes du fait des risques de change.